



Rassemblement de Toulon

Discours d'Emmanuel Macron

18 février 2017 - Zénith de Toulon

Merci à vous.

Merci à vous, mes amis.

Merci. Et merci d'être là, ce soir, à Toulon.

Merci à vous parce que vous êtes des courageux. Vous êtes des courageux parce que vous êtes venus jusqu'ici, alors que, à l'entrée de cette salle, il y en avait qui ne voulaient pas vous laisser entrer. Non, ne sifflez pas. Je vous l'ai déjà dit : dans nos rassemblements, on ne siffle pas. Parce que ce que nous sommes en train de vivre, c'est le test, c'est le test de solidité de notre démocratie. C'est cela, ce qui se joue dans cette campagne. Parce que vous avez, aux portes de cet établissement, le Front National, oui, parce qu'il faut appeler ce qui se passe, il faut le nommer. Le parti Front National jouant sur les haines, les peurs, les émotions, qui ont empêché des centaines d'entre vous de rentrer, qui en ont bousculé d'autres, y compris des journalistes, qui se retrouvent aujourd'hui aux urgences. Parce que le parti du Front National ne veut pas que la démocratie fonctionne, ne veut pas qu'elle avance, ne veut pas que le pays regarde en face ses défis. Il veut le confiner dans ses peurs. Et qu'à côté de cela, vous avez une droite dure, qui, elle, dans ses rassemblements, fait siffler le camp d'en face, fait siffler les journalistes quand, eux, ce qu'ils disent ne leur convient plus. Ils critiquent ouvertement leur justice quand elle ne fait plus leur affaire et décident de jouer aussi avec les peurs, les divisions du pays, pour le pire, prenant tous les risques, poursuivant, comme on l'a vu lors des pires années, le Front National dans ce qu'il a de plus vil. Alors je vous le dis ce soir mes amis, je le dis à tous nos compatriotes, notre responsabilité, elle est immense, immense, parce qu'elle est double : elle est de faire tenir notre démocratie debout, d'avoir cette exigence citoyenne, cette conscience, de ne jamais céder à la haine, de ne jamais céder à la facilité, de regarder en face, d'avancer et de respecter chacune et chacun, y compris celles et ceux qui ne partagent pas nos opinions.

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 17

Mais elle est, en même temps, de proposer à notre pays, aujourd'hui, des solutions pour vivre mieux, pour le quotidien, pour que chaque jour les réponses qui doivent être données à nos concitoyens sur le travail, le logement, la santé, la sécurité soient apportées dans cette campagne, qu'on ne soit pas diverti des sujets essentiels, attendus par toutes et tous, que le défi qui est le nôtre, aujourd'hui, celui de répondre aux grandes questions du pays, d'entrer dans le siècle qui s'ouvre à nous, ce XXIème siècle - parce que nous n'y sommes pas encore - de les apporter dans cette campagne, c'est cela, mes amis, notre défi. Nous avons la révolution écologique et environnementale, nous avons la révolution numérique, nous avons le terrorisme, un ordre mondial nouveau qui se fait devant nous et qui nous pose tant de défis. Nous avons nos propres divisions, nos peurs, nos haines, qui menacent chaque jour davantage la cohésion nationale. Les craintes, légitimes, et que j'entends de chacune et chacun, de ne pas y arriver. Face à tout cela, le projet que nous portons doit être celui de l'entrée dans le siècle qui vient. C'est cette question qui est posée, lors de cette élection présidentielle, c'est celle à laquelle nous devons apporter notre réponse, celle d'entrer dans le XXIème siècle, celle de faire réussir la France dans ce siècle qui advient et qui est profondément différent, et celle, en même temps, de donner une place à chacune et chacun. C'est cela le débat de cette élection présidentielle, c'est celui que je veux conduire avec vous et c'est celui que nous gagnerons !

Alors, oui, mes amis, le projet qui est le nôtre, c'est le projet progressiste. C'est celui qui vise, en regardant en face, nos défis, nos blocages, nos peurs ; qui nous permettra de faire face au conservatisme, à la tentation du repli, au doute. Ce projet, c'est le nôtre. Nous le faisons pour nous-mêmes, celles et ceux qui veulent entreprendre et réussir comme celles et ceux qui doutent. Mais nous le faisons aussi pour nos enfants. Ce défi, il est là. Il est posé aujourd'hui à la France et nous n'avons pas le droit de gâcher cette occasion, nous n'avons pas le droit, aujourd'hui, de dire que l'élection se passerait sur autre chose parce que d'aucuns voudraient nous divertir. Ce défi, c'est celui de la France d'aujourd'hui et de demain et c'est le nôtre !

C'est pour ça que nous n'avons pas, nous, une seconde à perdre avec les affaires. Les affaires, elles occupent beaucoup les autres grands partis. Ils y passent du temps, de l'énergie, mais elles abîment toutes la probité, l'exigence que nos concitoyens ont à l'égard de leurs gouvernants et de la République. Nous n'avons pas de temps à perdre avec les fausses polémiques. Elles troublent, elles agitent. Nous n'avons pas de temps à perdre à nous parler entre nous, dans un circuit fermé qui ne parle plus du quotidien des Français. Nous devons, aujourd'hui, répondre à chacun de ces défis du quotidien et de demain. Nous devons, dans le projet qui est le nôtre, à la fois apporter des réponses concrètes, immédiates, mais en même temps, nous réconcilier avec le long terme. Retrouver le sens de ce long terme que nos débats et que ce fracas parfois nous font oublier. Ne jamais perdre de vue que les défis qui sont les nôtres prendront du temps. Nous ne changerons pas la France en quelques mois. Nous prendrons des mesures, parfois difficiles, fortes, qui changeront le pays, oui, pour le meilleur et rapidement. Mais ce chemin que je vous propose, cette route qui sera la nôtre, elle prendra plusieurs années et nous devons aussi retrouver ce sens du long terme, ensemble, il est indispensable.

Nous devons aussi, mes amis, dans cette période, retrouver la capacité à réarticuler la liberté et l'égalité. Notre pays, pendant des décennies, a décidé qu'il fallait alternativement choisir entre la liberté pour les uns ou l'égalité pour les autres. Mais défend-on la liberté vraiment lorsque certains n'ont pas droit à la liberté, lorsque certains n'ont pas - alors

Seul le prononcé fait foi.

qu'ils ont envie - des capacités, dans nos quartiers, dans la ruralité, de "faire" ? Cette liberté, est-elle juste et a-t-elle alors un sens ? Non. Lorsqu'on défend l'égalité mais qu'on oublie que l'égalité vraie suppose de pouvoir faire, entreprendre, se libérer de certaines entraves, et que les règles qu'on accumule parfois avec les meilleures intentions du monde peuvent aussi être celles qui bloquent, qui empêchent et qui font que ceux qu'on voulait aider sont assignés à résidence, bloqués là où ils sont nés. Fait-on l'égalité ? Non. Nous avons besoin de réconcilier la liberté et l'égalité. La liberté vraie, celle qui permet d'entreprendre, de faire, de travailler, de réussir, de créer, de vouloir et l'égalité vraie, celle qui permet, avec les mêmes capacités, la même volonté, le même talent, d'où que l'on vienne, d'arriver au même endroit.

Alors, je le sais. Certains veulent nous faire choisir. On nous dit : "Monsieur MACRON, il n'est pas clair. Est-ce qu'il est de gauche ou de droite ? Il faut choisir. Il doit choisir : il est pour la liberté ou il est pour l'égalité ?". Ah, pardon, Mesdames et Messieurs les journalistes. Je vous ai défendus tout à l'heure et je vous respecterai toujours, vous êtes un contre-pouvoir indispensable.

Mais j'ai parfois aussi le droit de vous dire que ce respect que j'ai pour vous impose l'esprit de responsabilité et parfois du travail, aussi. Et donc répéter ce qu'on a toujours entendu, penser que le réflexe qui consiste à remettre toujours dans les cases qu'on a bien connues - il faut être de droite ou de gauche - dans une taxinomie finie, achevée, comme si la vie politique était une espèce figée, des papillons qu'il fallait accrocher à un mur, les uns à droite et les autres à gauche, quelques-uns au centre. Le monde change. Notre pays change. Notre pays, il est fait de fractures, de blessures, mais en même temps d'une envie folle d'avancer, de réussir, d'embrasser ce siècle. Alors, oui, la vie politique, elle change. Alors, oui, ces petits clivages auxquels on vous a habitués, ont changé.

Et donc oui, je revendique le droit de défendre la liberté radicale et la justice sociale radicale parce que c'est comme ça que nous réussirons !

D'abord, nous devons libérer, libérer pour avancer, pour créer, pour produire dans ce monde qui change. Pour pouvoir faire, pour que chacune et chacun trouve sa place, parce que, cette liberté, c'est la condition pour ensuite pouvoir redistribuer, pour ensuite pouvoir donner, partager. Je dis, là, une parole de bon sens, mais il faut parfois la répéter. Il n'y a pas de vraie justice sociale s'il n'y a pas une vraie liberté de faire, une capacité de produire, de créer de la richesse pour pouvoir ensuite la redistribuer. Et donc, je vous le dis, les projets qui consistent à promettre la redistribution sans la production sont voués à l'échec et au désespoir.

Mais ceux qui ne s'attachent qu'à libérer l'énergie de celles et ceux qui ont déjà réussi, qui ne font pas, en même temps, des projets de mobilité économique et sociale pour permettre à celles et ceux qui sont bloqués d'aller plus loin, ils sont voués à la fracture, au désespoir, à la division. Et ce sera aussi un échec.

Ce que nous devons faire, c'est redonner une place centrale à nos classes moyennes, à cette France qui veut faire, à nos classes laborieuses, à toutes celles et ceux aussi qui réussissent en entreprenant, en tentant chaque jour, qui sont des commerçants, des artisans, des agriculteurs, des entrepreneurs, qui sont les salariés, les ouvriers, toutes celles et ceux qui, par leur travail, veulent faire et aller plus loin. Les chômeurs, qui, bloqués, ne peuvent pas aujourd'hui reconstruire leur place dans la société. La réponse, elle n'est pas simplement en proposant de redistribuer, mais de leur permettre, par le travail, par cette volonté et cette capacité de faire, de trouver leur place, de réussir, de se

construire, d'avoir, dans la société, non pas un statut, non pas, là aussi, une case, non : de construire leur parcours, d'avoir leur chemin. C'est cela notre projet.

Alors pour ce faire, mes amis, je veux faciliter l'entrepreneuriat, par une simplification radicale, que nous allons encore détailler dans les prochains jours, par la suppression de dispositifs qui bloquent les commerçants, les entrepreneurs, les indépendants. C'est pour cela que je supprimerai le RSI.

Simplifier la vie des entrepreneurs, c'est aussi leur permettre d'avoir des règles au plus près de leur réalité. C'est pour cela que je défends et que je proposerai et porterai une réforme en profondeur, radicale, de notre droit du travail. Non pas une réforme pour proposer, encore une fois, de modifier tel ou tel article, de changer telle ou telle disposition : ça, ce sont les réformes d'hier. Une réforme qui va proposer de garder dans la loi les règles essentielles, celles qui valent pour tout le pays, mais, en même temps, de renvoyer au dialogue social, non pas à un monde sauvage, mais au dialogue social, dans l'entreprise et la branche, la capacité à fixer les règles de vie dans l'entreprise, la bonne organisation, la bonne définition des seuils dont on parle tant, qui ne sont pas les mêmes dans la banque ou dans le BTP, la bonne définition des règles d'organisation de l'entreprise. Pour quoi faire ? Parce que je ne crois pas aux règles uniformes qui sont faites d'en haut : elles bloquent tout, elles ne protègent plus, elles empêchent de faire. Mais je ne crois pas davantage à un monde de grande sauvagerie, où l'individu seul serait placé face à son employeur. Je crois à la force du dialogue social et à sa responsabilité. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire à la capacité, dans l'entreprise, dans la branche, de fixer les bonnes règles, par des accords travaillés, par une représentation juste, par des partenaires sociaux qui vont produire, là aussi, la norme au plus près du terrain, qui vont, en même temps, la simplifier. C'est cela ce que je veux porter avec vous : une République contractuelle pour le siècle qui vient.

Ce que je porterai aussi, ce sont des réformes de simplification. J'irai au bout de la réforme des Prud'hommes : je l'avais commencée comme ministre, j'irai au bout comme président.

Cela veut dire un plafond des dommages et intérêts, des règles plus simples. Je veux aussi une politique de prix pour les agriculteurs : ils ne demandent pas des aides, non !

Ce que veulent nos paysans, et je les ai vus dans tous mes déplacements, ce ne sont pas des aides. J'étais, il y a encore quelques semaines, en Bretagne, dans le Finistère, quelques semaines avant, dans le Cantal. J'ai vu des paysans, parce que j'aime ce mot, c'est celui-là que j'emploie, des "paysans", parce qu'ils font notre pays. Ils veulent vivre dignement de leur travail, ils veulent un prix juste pour ce qu'ils font, et donc il veulent des organisations de producteurs qui pourront discuter avec les distributeurs, et ils veulent en même temps une Europe qui les protège davantage. Et là aussi, la solution elle est européenne, elle n'est pas que française !

Et donc je défendrai les mécanismes de garantie qui permettent, lorsque la volatilité des prix est trop importante, lorsqu'un marché est perturbé par les cours mondiaux, de protéger les agriculteurs, mais en même temps de les aider à se moderniser. Parce que je crois dans la liberté, dans le travail, je baisserai les charges des entrepreneurs, de six points de charges pour tous jusqu'à deux SMIC et demi et de dix points au SMIC. Pourquoi ? Parce que c'est ainsi qu'on embauchera plus facilement nos jeunes, et en particulier les moins qualifiés, en particulier les plus fragiles. Parce que je crois au travail et que je défendrai le travail, je réduirai les cotisations salariales payées par l'ensemble

Seul le prononcé fait foi.

des salariés, et je l'étendrai pour les fonctionnaires, les indépendants, les artisans, les agriculteurs. Je veux que l'ensemble de celles et ceux qui travaillent gagnent en pouvoir d'achat !

Et donc mon projet sera un projet qui permettra, par exemple, à une personne qui est aujourd'hui au SMIC d'avoir chaque mois cent euros en plus. Non pas cent euros payés par l'employeur, parce que ce serait de la compétitivité en moins, mais cent euros sur le salaire, parce qu'on financera différemment nos grands risques. Cent euros de vrai pouvoir d'achat. Un treizième mois, en quelque sorte !

C'est parce que je crois au travail que je veux aussi que, dans notre pays, on dédramatise la prise de risque, qu'on la valorise. Les entrepreneurs, parfois, échouent. Est-ce que c'est un drame ? Il faut alors les aider, les aider à rebondir, à aller plus loin. Vous savez, je dis souvent : la France a un problème, elle a un paradoxe assez unique au monde. C'est un pays où on n'aime pas l'échec, on ne le pardonne pas. Quelqu'un qui échoue, dès la plus petite enfance, on va le stigmatiser, on va le lui rappeler. Et qu'est-ce qui se passe ? C'est un pays qui n'ose plus, qui a peur d'essayer. Mais il n'y a rien de pire dans le monde qui advient, qui est une économie de la compétence, de l'innovation, du risque ! Mais en même temps, c'est un pays qui n'aime pas la réussite, parce que c'est un pays où dès que quelqu'un commence à réussir et à aller bien, on le lui reproche.

Moi, je revendique le droit d'aimer ceux qui échouent, de leur dire : "vous qui avez échoué, c'est que vous avez tenté quelque chose, vous avez fait plus que celui qui était resté assis. Vous avez essayé et vous avez appris".

Moi, j'ai fait beaucoup d'erreurs, j'ai connu des échecs. C'est parfois ce qui m'a meurtri, mais c'est à chaque fois ce qui m'a le plus appris, le plus nourri. Ce qui m'a, à chaque fois, rendu fort. Mais je le dis, en même temps, je veux que dans notre pays, il y ait des femmes et des hommes qui réussissent formidablement, qui aient un appétit immense, de faire, d'entreprendre, pour les uns de s'enrichir, pour les autres d'aider leurs semblables, de créer, de se cultiver, de faire grandir leur famille. Alors oui, je veux que la France soit un pays qui aime le risque et qui aime la réussite !

Et pour cela, j'aurai une politique forte en matière d'innovation, en matière de recherche, publique et privée. Je défendrai la recherche publique, sans laquelle on ne peut rien, en lui donnant des moyens visibles sur cinq ans, de la stabilité, en donnant la possibilité à nos chercheurs d'être véritablement accompagnés, d'avoir des équipes dignes de ce nom, et en attirant les meilleurs chercheurs internationaux. Je l'ai dit, je le redis ce soir devant vous : la France doit être le pays de l'excellence en matière de recherche. Nous sommes un pays de créateurs, d'innovateurs.

Arrêtons d'imposer à nos enseignants-chercheurs des économies de bouts de ficelle ! Redonnons-leur la visibilité, la dignité qui est la leur ! Ils sont ceux qui portent notre pays. Alors oui, je veux que les meilleurs chercheurs du monde entier viennent chez nous avec bonheur.

Et je veux que les chercheurs américains qui aujourd'hui doutent, qui aujourd'hui sont empêchés par un gouvernement fédéral qui ne veut plus d'eux, qui leur dit "nous, on ne croit plus dans la recherche, nous, le changement climatique, les recherches sur l'énergie, ce ne sera plus aux États-Unis", mais je leur dis "vous avez trouvé une patrie : c'est la France, elle est ici !".

C'est aussi pour cela que je veux que nous soyons le pays de l'investissement. Je dirai, dans les prochains jours, ce que nous ferons en matière d'économies. Parce qu'il nous faut réduire nos dépenses publiques pour être respectueux de nos propres engagements, de nos partenaires, mais aussi des générations qui arrivent ! Je suis saisi que, dans cette campagne présidentielle, plus personne ne parle de la dette, plus personne ne parle des finances publiques, plus personne ne parle de notre responsabilité. Mais nous avons une double dette : nous avons une dette écologique, j'en ai reparlé il y a quelques jours, que nous devons traiter, qui est notre défi, et cela prendra dix ans, quinze ans. Le projet qui est le mien, à cet égard, c'est un projet de transition qui nous permettra d'être le pays de l'excellence en matière d'écologie, le pays de l'excellence en matière d'économie circulaire. Je porterai des projets de transformation radicale. Je veux que nous arrivions au 100% circulaire, je veux que la France porte cette ambition !

Et cette dette écologique, nous allons devoir y répondre par une politique exigeante d'investissements en matière d'agriculture, de convergence entre le diesel et l'essence, d'ambition en matière d'alimentation. Et c'est pour cela que, dès les premiers mois de mon mandat, je porterai un Grenelle de l'alimentation pour réconcilier, là aussi, les agriculteurs, les écologistes, les consommateurs. Nous en avons besoin.

Mais en même temps, nous avons une dette financière. Cette dette, c'est notre dépendance, c'est notre responsabilité à l'égard des générations qui sont là et qui viennent. Alors oui, je serai le président de la responsabilité financière, de l'exigence, de notre dignité sur ce plan, et je proposerai, non seulement, une trajectoire de sérieux budgétaire, mais en même temps, une nouvelle gouvernance, une nouvelle organisation qui fait que ce n'est pas un homme dans un bureau qui définira les économies pour chaque bouton de guêtre, ça n'a plus de sens, mais qui porte des engagements radicaux et qui les tient. Mais en même temps, parce que je crois à la liberté, au travail, à cette responsabilité, je crois aussi que nous devons être le pays de l'investissement. Pour préparer ce siècle qui commence, ce monde qui se transforme, nous devons investir. Investir dans nos enfants et dans l'éducation : elle est indispensable.

C'est comme ça que commence à se construire l'égalité des chances. C'est pour cela que je veux redonner de l'autonomie aux établissements, de l'autonomie aux communautés pédagogiques, en leur redonnant les moyens, en payant beaucoup mieux celles et ceux qui travaillent dans les quartiers qui sont les plus difficiles et les plus exigeants.

En permettant de recruter sur la base de projets pédagogiques, de projets, et pas de critères simplement technocratiques et figés, en redonnant aussi des heures d'enseignement. Nos enfants ont besoin de plus d'heures d'enseignement : je les restaurerai.

Et en donnant plus à ceux qui ont moins, et donc en divisant par deux le nombre d'élèves par classe en CP et CE1 dans les zones les plus difficiles.

Je serai aussi le président de l'investissement dans la formation des adultes. Vous savez, ce monde qui advient, ce monde qui commence, dans lequel nous sommes plongés, ce n'est plus celui où nous serons, vous serez, pour toute la vie, formés à vingt ans. C'est terminé. J'ai croisé, il y a quelques semaines, dans un de mes déplacements, une jeune femme qui avait perdu, il y a déjà plus de deux ans, son emploi. Et elle m'expliquait qu'elle était au chômage, déjà au chômage de longue durée, elle arrivait dans ce qu'on appelle les "fins de droits". Il y a beaucoup de débats sur ce sujet. Beaucoup de gens qui expliquent qu'une telle personne, c'est quelqu'un qui ne cherche pas un travail, qui

Seul le prononcé fait foi.

donnent des leçons de morale, qui expliquent que la solution, c'est d'être plus durs avec quelqu'un comme cela. Cette jeune femme, elle avait été formée pour un métier qui, dans son bassin d'emploi, est en voie de disparition, il n'existe presque plus, balayé par la crise. Et elle n'a pas le droit, aujourd'hui, à une formation. Elle en a bien tenté, elle en a fait quelques-unes, mais ce qu'on lui propose est imparfait. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on lui répond ? Quels sont les projets ? Soit ne rien faire, et continuer comme on fait aujourd'hui. Alors oui, elle aura ce qu'on appelle le revenu universel : c'est le chômage de longue durée et nos revenus de solidarité. Mais elle n'en veut pas. Elle n'en veut pas. Et d'autres, qu'est-ce qu'ils lui disent ? Ils lui disent : "on va réduire la durée d'indemnisation, on va faire que vous allez plus vite retourner au travail, parce que le problème, le vrai problème, c'est que vous êtes indemnisée trop longtemps sur le chômage". C'est ça, le projet que portent certains. Mais il ne répond en rien à son défi.

Le défi qui est le nôtre, pour toutes celles et ceux qui, aujourd'hui, sont au chômage et qui n'ont pas la formation qui correspond au terrain, aux défis économiques qui sont les nôtres, c'est de la formation continue, c'est d'investir sur leur formation. Nous avons, aujourd'hui, deux millions de nos concitoyens qui sont à re-former dans leur vie, et ce sera de plus en plus, parce que cette économie change, parce que les bouleversements sont radicaux et donc la solution, elle n'est plus une espèce de promesse impossible, que font tous les gouvernements en campagne. Les gouvernements ou les candidats, qu'est-ce qu'ils font - de gauche et de droite? Ils vont sur les barricades. Et ils vous disent "je vous promets, avec moi, cette entreprise ne fermera pas". Elle ferme. Six mois plus tard. Un an plus tard. Ont-ils protégé les gens ? Non. La réponse est de dire : "si elle doit fermer, je vous protégerai, vous ! Personne, individu, je vous aiderai à rebondir, je vous apporterai les vraies sécurités". Je ne protégerai pas des emplois, parce qu'ils doivent bouger et changer. Je protégerai les individus, les personnes.

Et donc, oui, le projet qui est le mien, l'action qui sera la nôtre, c'est celle de la formation de tous et toutes, à tous les âges de la vie. C'est celle qui permettra de réussir, d'aller plus loin. Ce sera aussi l'investissement pour notre économie, dans l'entreprise, pour les aider à réussir ces transformations. Dans notre agriculture, par un plan d'investissement de cinq milliards d'euros, pour aider nos agriculteurs à monter en gamme, à aller plus loin, dans l'écologie, dans la connaissance. Et puis, il faut aussi protéger. Protéger les plus faibles. Par l'école, par l'éducation. Par la santé, indispensable. J'en ai déjà beaucoup parlé. Sur la santé, nous avons un chantier immense à ouvrir, immense, de réorganisation, mais qui ne consiste pas à faire des coupes sombres. Qui ne consiste pas à supprimer des milliers d'emplois dans la fonction publique hospitalière comme certains proposent. Qui ne consiste pas à dérembourser les petits soins comme certains proposent. Ça, ce sont des réformes inefficaces et injustes.

Ce que nous ferons dans la santé, c'est de développer des maisons de santé pluridisciplinaires - les doubler, au moins, durant le quinquennat -, pour permettre d'éviter d'aller directement aux urgences, ce qui coûte beaucoup plus cher, et d'installer des déserts médicaux, un peu partout en France, en tout cas dans trop d'endroits. Nous aurons une vraie réorganisation de l'hôpital en redonnant plus de place, dans l'organisation de l'hôpital, aux médecins. En donnant, là aussi, plus d'autonomie sur le terrain, en sortant de la tarification à l'activité. Et en ayant une organisation plus adaptée.

La protection, c'est aussi ce que nous déclinerons dans les prochaines semaines, sur le handicap, ce que je vous ai déjà dit, sur la grande pauvreté, ou le logement d'urgence. Ce sont toutes ces réponses, qui sont dans notre projet, ce que nous devons faire pour protéger les plus faibles. Parce qu'il n'y a pas de projet qui permette la réussite de certains

Seul le prononcé fait foi.

sans, en même temps, permettre à toutes celles et ceux qui veulent faire, de pouvoir monter dans ce train mais en regardant en face le pays. Et en considérant que certains n'y arriveront pas. Et que nous devons aussi les aider. Que nous leur devons la fraternité vraie. Que nous leur devons cette justice sociale sans laquelle le pays se fracture et c'est cela, ce que nous portons.

Alors, protéger, protéger au quotidien nos concitoyens, c'est aussi la sécurité. Et c'est cela, ce dont notre pays a besoin. Pas de projet de sécurité qui consiste à raviver les peurs ou les divisions. Un projet de sécurité exigeant, qui consiste à regarder en face nos défis qui sont multiples, différents. A les saisir et à y répondre avec pragmatisme et exigence. Ce que je veux, en matière de sécurité, c'est d'abord de répondre à la menace terroriste. Notre pays a été frappé dans sa chair par les terroristes, à plusieurs reprises. Dès 2012, ne l'oublions pas, en 2015, en 2016, à plusieurs endroits, dans notre chair. La bataille, elle se fait, bien sûr, à l'étranger. J'étais, il y a quelques semaines, dans une base française aux côtés de nos soldats, qui avec courage, dignité, se battent sur les premiers fronts, pour justement défendre la France, nos valeurs, nos enfants. Et je veux ici les saluer.

Je veux, à l'étranger, que notre politique soit intransigeante car le premier, le premier de nos intérêts c'est la sécurité de nos enfants et ce qui guidera ma politique étrangère, comme ma politique de défense, c'est cette sécurité. Et c'est la lutte absolue contre le djihadisme, contre ce terrorisme islamiste, que nous devons combattre.

Mais les mots, ici, ont un sens. Le terrorisme islamiste, ça n'est pas l'islam, comme certains veulent le laisser croire, cela n'est pas la même chose.

La lutte contre le terrorisme, elle se fait aussi en Europe et, ne l'oubliez jamais, l'Europe, c'est aussi le lieu de notre souveraineté. C'est pour cela que je défendrai non seulement toujours cette idée, mais cette réalité. Lorsqu'on parle de liberté, lorsqu'on parle de recherche, lorsqu'on parle de sécurité, lorsqu'on parle de la France dans le monde, on doit toujours avoir en tête notre Europe. Parce que notre sécurité est là aussi.

Cela veut dire qu'en Europe, nous devons renforcer les moyens de Frontex. Nous devons renforcer notre exigence dans et par Schengen. Donner plus de moyens à une police aux frontières qui permettra une sécurité vraie. Avoir un renforcement de notre renseignement entre les différents pays européens ; c'est indispensable. Avoir une politique commune de gestion de l'asile, des titres de sécurité. La solution, mes amis, elle n'est pas dans moins d'Europe. La solution, elle n'est pas chez celles ou ceux qui vous promettent aujourd'hui de refermer les frontières au niveau national. Ça n'est pas vrai. Parce qu'alors, on empêchera simplement des Européens de faire l'Europe. On réduira nos libertés. Mais on ne trouvera pas davantage de djihadistes. La solution, elle est dans la coopération européenne. Elle est dans plus de moyens, dans une politique européenne de sécurité. Elle est dans plus d'exigence et de partenariats. C'est cela, le discours de responsabilité. C'est cela, la vraie souveraineté européenne que je défendrai.

Je renforcerai aussi nos moyens pour lutter contre le terrorisme, en France. Ce sont les dix mille embauches supplémentaires que j'ai décidées et que je ferai, pour la police et pour la gendarmerie. Là aussi nous en avons besoin, c'est indispensable. C'est une nécessité. Et là aussi, nous avons besoin de reconstruire, de rebâtir et ce que je porterai, en la matière, c'est un projet qui reconstruira notre renseignement territorial, sur le terrain. Si nous voulons traquer les terroristes, nous avons besoin de forces de renseignement sur

le terrain, qui les détectent. Or qui l'a détruit ? Qui a détricoté notre renseignement ? Nicolas SARKOZY, président, et François FILLON, Premier ministre. C'est la réalité.

Je le reconstruirai. Mais en même temps, je veux rebâtir une force centrale de renseignement qui permettra de consolider toutes les données, qui permettra de dépasser les guerres de chapelles ; qui permettra, sous le contrôle démocratique, en même temps, mais en consolidant toutes nos données, toute notre intelligence, tout ce qui est consolidé entre les différents services compétents auprès du président de la République, d'avoir un vrai renseignement qui permet de lutter contre le terrorisme.

Ce que je veux, ensuite, c'est une vraie réponse en matière de sécurité quotidienne. C'est indispensable. La lutte contre les insécurités, c'est aussi une lutte contre les insécurités du quotidien. C'est décisif. C'est fondamental parce que la sécurité, cette sécurité, c'est la première de nos libertés. Lorsque quelqu'un a peur de se déplacer, d'aller sur une terrasse de café, de sortir de son immeuble, alors il n'y a plus de liberté vraie. Alors, il n'y a plus de cohésion nationale. Alors, oui, ces incivilités du quotidien sont devenues intolérables. Cette insécurité est devenue intolérable. La réponse qui sera la mienne est claire : tolérance zéro.

Tolérance zéro à l'égard des délinquants. Tolérance zéro à l'égard de tout débordement, de toute violence policière.

Parce que je veux, en la matière, une autorité vraie de l'État. Mais pour ce faire, il faut une autorité vraie dans l'État, c'est indispensable.

Alors pour cela, en plus des dix mille créations de postes, je veux être très concret. Je libérerai du temps de fonctionnaires de police et de gendarmerie, en les libérant des tâches indues, de tâches quotidiennes qui ne doivent plus être les leurs. Aujourd'hui, je vois qu'il y a certaines ou certains qui sont peut-être concernés. Aujourd'hui, il y a des procédures qui ne relèvent plus des tâches des policiers. Nous devons moderniser les systèmes d'information. Faire encore des procédures à la main, ça n'est plus possible. Sur certaines infractions, c'est cinq à six heures de travail de saisine. Faire des procédures, pour certaines qui peuvent être orales, ou enregistrées, plus simplifiées, c'est du temps libéré. Demander à un policier systématiquement d'emmener pour la visite médicale à l'hôpital, c'est du temps de policier qui est gaspillé, c'est de l'argent, en même temps, qui est gaspillé.

Ce qu'il faut faire, c'est faire la visite au commissariat, en conventionnant avec de la médecine de ville ; c'est moins cher, c'est plus pratique et c'est moins coûteux.

Et donc, ce sont ces mesures concrètes du quotidien que je prendrai pour dégager de tâches indues nos forces de police. Je veux créer, et cette réponse est fondamentale à mes yeux, pour répondre à cette délinquance, à cette insécurité du quotidien, une force de police nouvelle, une nouvelle façon d'intervenir, avec la police de sécurité quotidienne. Cette police de sécurité de terrain, nouvelle, sera structurée par des principes fondamentaux. Cette police de sécurité quotidienne, c'est une autre police. Parce qu'on a, aujourd'hui, confondu la sécurité publique, la sécurité du quotidien et l'intervention. Ce sont deux fonctions profondément différentes. Nous avons besoin de recréer de la présence policière dans les quartiers. De redonner du temps de présence dans les quartiers les plus difficiles, de recréer une autorité au contact de notre population. Non pas une autorité qui survient aux moments les plus difficiles. Et donc, c'est ce projet que je veux porter. Et là-dessus, je vais être simple. De manière un peu idéologique, là encore,

Seul le prononcé fait foi.

Nicolas SARKOZY et François FILLON avaient supprimé la police de proximité ; c'était une erreur. Et donc ce que je veux créer, avec cette police de sécurité quotidienne, c'est une présence partout sur le terrain, partout où c'est utile. En même temps, avec une autre façon de construire la sécurité. Elle sera au contact de la population, des associations et des élus. Elle construira des contrats de quartier en définissant des modes d'intervention au plus près du terrain, qui répondent aux besoins de la population. C'est indispensable et elle rendra compte. Cette police de sécurité quotidienne, mes amis, elle permettra, en plus, d'intervenir au plus près. Et je lui donnerai deux nouveaux moyens : le premier, indispensable, la possibilité d'agir tout de suite, fortement, face aux incivilités du quotidien. C'est la réponse absolue, immédiate.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'aujourd'hui, dans notre quotidien, lorsqu'un policier constate des petites infractions, il n'a pas le moyen de répondre, de réagir. Il fait parfois une instruction longue, qui va durer plusieurs heures et il renvoie au juge. L'année dernière, pour détention de stupéfiants, cent soixante-quinze mille interpellations, un peu moins de cent mille transmises au juge, la plupart classées sans suite, vingt mille rappels à la loi et un peu moins de vingt-mille amendes d'un peu moins de deux cents euros. Et quelques centaines de peines de prison pour des cas graves, des multi-récidivistes. Qu'est-ce que ça veut dire ? Mais tout simplement que la procédure actuelle, elle est trop lourde, elle est trop complexe, elle est trop coûteuse. Elle prend du temps, du temps aujourd'hui aussi de magistrat, elle va thromboser notre justice, et elle fait que, le lendemain, face à ces petites infractions, le délinquant, il est à nouveau sur le terrain, le policier a une frustration, le juge a des dossiers qui augmentent et nous n'avons pas la bonne réponse collective. Pour le vol à l'étalage, pour les petites infractions du quotidien, pour ces infractions multiples que j'ai évoquées, nous devons donner la possibilité à nos forces de police d'apporter une réponse immédiate, la tolérance zéro du quotidien, la possibilité de donner une amende !

Et donc la possibilité de donner une amende, sur le terrain, tout de suite. D'avoir, ensuite, les procédures de recouvrement, qui sont celles de l'État. Et donc des procédures de contrainte, qui vont jusqu'au domicile, qui permettent de saisir, de faire ce qu'on appelle des "avis à tiers détenteur", pour les experts. Et derrière, de poursuivre et, si le cas se présente, d'aller plus loin. C'est une réponse pragmatique. Quand on parle de tolérance zéro, ce n'est pas de grands principes, il faut arrêter de vendre des mots à nos concitoyens, il faut arrêter de culpabiliser nos forces de police comme notre justice. Il faut être pratique. Ce sont les solutions que propose le terrain, nos forces de police comme nos magistrats. Je veux les adopter !

La tolérance zéro, c'est, en même temps, donner la possibilité à nos forces de police, sous le contrôle du juge - et je le dis bien parce que j'entends les projets du Front National qui, sur ce point-là, sont quelque peu suspects - sous le contrôle du juge, la possibilité d'éloigner des individus d'un quartier, d'un immeuble, d'une résidence. Là encore, de manière très concrète, qu'est-ce que cela signifie ? Aujourd'hui, lorsque certains font la loi dans un quartier, dealent en bas de l'immeuble, empêchent des jeunes femmes de s'installer à une terrasse de café, font la loi dans le quartier, nos forces de police ne peuvent pas les sanctionner. Elles attendent le flagrant délit, le délit, l'infraction. Mais elles sont face à ces incivilités, à cette brutalité, à cette loi qui n'est plus celle de la République et qui, insidieusement, s'installe, qui fait que la laïcité, en fait, n'est plus respectée, que nos principes ne sont plus respectés. Qui en sont les victimes ? Nos classes moyennes. Celles et ceux qui vivent dans ces quartiers, les Françaises et les Français qui ont peur, en rentrant chez eux, le soir, les femmes qui ne peuvent plus aller, normalement, dans les transports en public parce qu'elles connaissent la petite bande qui les empêche d'accéder,

Seul le prononcé fait foi.

page 10 sur 17

qui ne peuvent plus aller s'installer, normalement, à une terrasse de café. Mais où va-t-on quand j'entends des responsables politiques qui disent que c'est normal et qu'il faudrait l'accepter ? Non !

Et donc, la tolérance zéro, en la matière, c'est de donner la possibilité à nos forces de police, à ce moment-là, lorsqu'ils ont identifié ces individus, d'aller demander l'autorisation au juge de la détention et des libertés d'éloigner ces jeunes ou moins jeunes et, à ce moment-là, de leur donner cette injonction pour plusieurs semaines ou pour un mois. Et ensuite, s'ils y reviennent, de les sanctionner, à ce moment-là, par l'amende ou par la procédure pénale. C'est cela, une procédure efficace, c'est cela, la vraie tolérance zéro, celle du quotidien.

Alors, oui, dans mon programme pour la sécurité, vous n'aurez pas la déchéance de nationalité. Je l'ai entendu, un ancien Premier ministre la propose, il était naguère parlementaire, il se battait contre. Il y a parfois des saisons. Ça change. C'est dommage de se battre avec les principes de la République, à un moment donné, puis de les abandonner. Alors vous savez, je vois ce qu'il se passe. On peut être, dans une campagne, chahuté, bousculé, dans de mauvaises situations. Mais quand on commence à oublier ses principes et les principes de la République pour essayer d'aller courir derrière le Front National et faire des voix, on se trompe et on se trompe grandement.

Quand j'entends les mêmes qui disent que la solution, c'est de baisser la majorité pénale à seize ans, je leur dis : ils se trompent aussi. C'est inefficace et c'est grave. C'est inefficace pour une raison simple, c'est que ça existe déjà.

Donc, essayer d'agiter des symboles en faisant croire aux gens qui vivent dans les quartiers, qui subissent cette insécurité : "J'ai la solution à vos questions. Vous connaissez ce jeune ? Bientôt, vous allez voir"... Le même va nous parler de racaille parce qu'une procédure mimétique est en cours.

Peut-être aussi. Tout est possible, maintenant. Mais nous, on va se tenir droit dans nos principes, dans les valeurs de la République, les vraies.

Donc on va aller dire aux gens qui les voient, des jeunes ou moins jeunes, mais parfois c'est vrai, ils sont jeunes, on va aller leur dire : "Vous en avez assez de celui-là, je vais venir m'occuper de lui. On va baisser la majorité pénale à seize ans. Vous allez voir." La réalité, c'est quoi ? Que d'abord, quand on a seize ans, même si on mesure 1m85, on est encore ce que le Général DE GAULLE appelait "un être en devenir".

Et que vous pouvez dire que ce jeune de quinze ou seize ans, il faut tout de suite le mettre en prison et le traiter comme quelqu'un qui en a trente ou quarante. Le résultat, c'est que vous pouvez, à ce moment-là, le condamner à vie. Parce que si vous le mettez dans la même procédure, la même prison que ceux qui ont trente ou quarante ans, je peux vous dire, il aura encore moins de chances de s'en sortir. Mais surtout aujourd'hui, si ce qui a été fait est grave, le juge peut baisser la majorité pénale à seize ans. Il peut décider, de manière pratique, justement, concrètement, de la baisser. Donc, vous savez, en matière de sécurité, il ne faut pas brandir des principes, il ne faut pas promettre des grandes réformes, il ne faut pas jouer avec les principes et les valeurs de la République en pensant que ça rassurera les gens. Il faut des réponses concrètes, en actes, sur le terrain, construites avec nos forces de l'ordre et avec nos magistrats. C'est cela, ce qu'est notre programme. C'est une vraie réponse. Elle n'est pas démagogique !

Et puis les mêmes, ils ont trouvé la solution ultime. Parce qu'il y en a, c'est vrai, qui ont moins de seize ans. Viendra le temps, je vous rassure, où ils proposeront d'abaisser la majorité pénale à douze ans, où ils supprimeront la justice des mineurs. Je veux réformer la justice des mineurs en lui donnant plus de moyens, en lui donnant la possibilité de faire mieux parce que oui, nous avons un défi, oui, dans les quartiers, il y a de la violence des mineurs. Et donc nous devons avoir des réponses parfois dures qui articulent, peut-être mieux que l'on ne le fait aujourd'hui, l'éducatif et le répressif. Mais nous ne le ferons pas en supprimant la justice, en considérant que c'est la même justice qu'ailleurs. Nous le ferons avec une vraie réforme exigeante que je porterai, de notre justice des mineurs, avec les magistrats et avec le terrain.

Mais les mêmes nous disent aujourd'hui : "J'ai la solution, on va supprimer les allocations familiales pour les mères." Parce que quand ça va vraiment mal dans une famille, quand les enfants ne vont plus bien, quand les parents sont débordés, on a une solution : on va dire aux parents " on va vous mettre la tête sous l'eau encore davantage, on va vous stigmatiser, on va vous supprimer les allocations ". C'est ça, le projet qu'ils portent. Alors, je vais vous dire : ça, c'est grave. Ça, c'est de la démagogie. Ça, c'est une réponse qui aggravera les problèmes, qui fait que, dans nos quartiers, celles et ceux qui aujourd'hui sont parfois débordés par leurs enfants, celles et ceux qu'on doit aider davantage, tout en étant très exigeant avec ces jeunes, en ne tolérant rien, on les enfermera encore plus. Je ferai tout, croyez-moi, pour me battre contre ce projet régressif, contre ces projets injustes. La sécurité que je défends, la sécurité vraie, elle croit dans la police comme dans la justice. Elle croit dans l'exigence des uns et des autres. Elle croit dans l'autorité de l'État et dans l'autorité dans l'État et pas dans autre chose !

Et donc, notre projet pour la sécurité, c'est aussi un projet qui ira vers plus de formation de nos forces de police et de gendarmerie, vers une plus grande exigence, vers une exigence à l'égard de la hiérarchie. Je veux des vrais principes de responsabilité, une police dans laquelle il n'y a pas d'excès. On ne peut pas tolérer de n'avoir aucun délit, si, de l'autre côté, on n'est pas irréprochable.

Mais cette tolérance zéro, ce sera aussi une tolérance zéro à l'égard de tous les décideurs. On ne peut pas prôner la tolérance zéro à l'égard des délinquants et en même temps, considérer qu'on peut composer avec la probité quand il s'agit des cols blancs, quand il s'agit des décideurs publics, ou du reste.

Et mon projet pour la sécurité, c'est aussi un projet qui redonnera des moyens à la justice de travailler dignement. J'y reviendrai dans les prochaines semaines, il faut arrêter d'opposer la police et la justice. Il faut arrêter, dans notre pays, de dire que si ça ne va pas, c'est parce que la justice est laxiste. Nous avons besoin des deux. Il n'y a pas l'un qui exécuterait les ordres, de l'autre, il y a un contrôle du travail de l'un par l'autre. Ça s'appelle l'État de droit. Ce sont nos valeurs, notre construction démocratique. Mais on a besoin aussi d'avoir une justice qui fonctionne mieux, qui a des moyens, une organisation autre. Et là dessus, j'y reviendrai, et je vous le dis ce soir, parce que c'est très important, cette politique de tolérance zéro qui est la mienne à l'égard de tous, ce sera aussi une politique pour la justice de notre pays. Ce sera une politique qui continuera l'effort engagé par le gouvernement sur le plan pénitentiaire. J'exécuterai le plan pénitentiaire commencé là, aujourd'hui, parce que je pense que c'est un bon plan. Je pense que le Garde des Sceaux a proposé les bonnes solutions et donc je les mènerai à leur terme.

Parce que trop souvent, nous avons détricoté ce que les prédécesseurs avaient fait, sans raison. Quand c'est bon, il faut continuer, c'est du pragmatisme.

Seul le prononcé fait foi.

Je le dis pour nos amis de la presse, parce qu'ils vont tout à l'heure demander si c'est de gauche ou de droite, le meeting d'aujourd'hui. Vous voyez, je connais l'affaire, maintenant. C'est de gauche et de droite peut-être, mais je vous recommande d'aller demander à un magistrat si, le matin, il se pose la question de savoir s'il va décider de gauche ou de droite. Je vous demande d'aller demander à un policier, en se levant le matin, s'il va aller contrôler de gauche ou de droite. Et je vous demande, à une femme ou un homme qui descend de son immeuble, qui a peur dans la rue et qui a des principes, qui est attaché à des valeurs, qui sont aussi les miennes, qui veut le respect de l'État de droit, qui n'est pas dans le racisme ou la démagogie, je vous demande s'il doit choisir la bonne sécurité de gauche ou de droite. Non, il veut la tolérance zéro, la vraie sécurité, le respect de l'État de droit, de ses principes et le respect de sa justice. Voilà !

Alors vous savez, il y en a qui diront, c'est flou, d'autres qui diront il y a un loup. Mais ils s'habitueront. Ils s'habitueront parce que l'on va continuer. Ils s'habitueront parce que nous croyons dans le pays.

Et ils s'habitueront parce que sur ce sujet, mes amis, je défendrai un projet qui croit dans la police, dans la gendarmerie, qui croit dans la défense de son pays et dans ses armées et qui croit dans la justice. Et je vais vous le dire, les yeux dans les yeux, réfléchissez. Réfléchissez, vous qui parfois avez peur. Moi, je veux répondre au concret, au quotidien, à votre peur. C'est mon devoir et c'est mon projet. Mais interrogez-vous, quand certains avec des réponses très théoriques, vous vendent la haine de l'autre, la division du pays, ou la guerre civile ; quand ils vous vendent la haine de la justice et qu'ils la font huer dans leurs meetings ; quand ils sont des responsables politiques qui vous disent "moi, je vais défendre mon pays mais je ne crois plus dans les règles fondamentales de l'État de droit, dans les principes de la République, dans ce qui a fait mon pays." Lorsqu'ils disent : "la justice de mon pays, elle n'est pas neutre, elle n'est pas impartiale parce qu'elle s'attaque à moi". Ce jour-là, réfléchissez : est-ce que ces gens-là peuvent prétendre être les garants des institutions ?

Est-ce que ces gens-là peuvent prétendre vous protéger vraiment ? L'autorité, c'est évidemment l'efficacité, l'exigence, mais c'est une exigence vraie et complète, celle qui respecte nos principes, celle qui respecte nos valeurs, celle qui respecte la République dans toutes ses composantes. Et c'est pour cela que la période que nous vivons est fondamentale, est exigeante avec nous, elle est décisive. Nous devons apporter des réponses au concret, nous devons permettre à nous, à nos enfants d'aller de l'avant et au pays de réussir, mais en même temps le faire sans rien oublier, sans rien céder à la démagogie et aux extrêmes, sans rien céder aux commentaires du moment, en ayant cette exigence chevillée au corps qui est la nôtre. Parce qu'aujourd'hui, mes amis, les progressistes sont les vrais démocrates et sont les vrais exigeants, c'est notre responsabilité !

Alors, pour mener à bien ce projet, et j'aurais pu encore vous parler d'avantage de tant d'autres sujets, de notre Europe dont j'ai tant parlé, de l'écologie, du handicap et de tant d'autres. Mais pour mener à bien ce projet, nous continuerons, dans les prochains jours, le travail. Début mars, nous révélerons le projet dans toutes ses compétences et toute sa cohérence, parce que c'est votre compétence, vos compétences sur le terrain qui l'ont fait, qui l'ont construit. C'est cet esprit du concret, que je viens aujourd'hui d'énoncer, qui nous a permis de le faire. Et je le porterai avec un contrat avec les Français J'expliquerai la méthode que je veux porter, les valeurs, et le collectif autour de moi qui m'accompagnera, justement, pour porter ce projet de transformation du pays. L'équipe, le collectif humain

Seul le prononcé fait foi.

qui, avec moi, depuis des mois, pousse et portera ce projet. Parce que le pouvoir que nous voulons prendre c'est pour faire, c'est pour mettre en oeuvre ce que nous avons ensemble construit, mais c'est pour vous le rendre, pour que vous puissiez faire d'avantage sur le terrain, concrètement, c'est pour redonner à la société, à notre pays, cette énergie.

Et pour y parvenir enfin, je vous demanderai de vous battre à chaque instant. Et de vous battre avec le même esprit d'exigence, de gravité ambitieuse et enthousiaste, que nous avons ensemble et que j'ai voulu pour aujourd'hui. Et cela supposera que nous arrivions à réconcilier les France entre elles, à réconcilier le pays avec lui-même, avec son passé, avec son histoire, avec ce qu'il est aujourd'hui. Alors je sais, vous allez me dire : "Pour cette semaine, c'est raté." Vous allez me dire : "il est formidable" - peut-être pas ! -, vous allez me dire "il est très enthousiaste, mais alors, il parle de réconcilier mais il n'a pas arrêté, cette semaine, de nous diviser, d'allumer le feu, des mèches partout, donc il est quand même spécial !" Ça, je comprends, vous pouvez vous poser la question ! Alors je vais vous dire : je vais continuer.

Je vais continuer parce que moi, ce qui m'intéresse, c'est construire l'avenir de notre pays. Personne, personne ne parle d'avenir réel. On parle de "futur désirable", on parle "d'avenir commun" rêvé ou fantasmé, mais personne ne parle d'avenir vrai, celui qui se construit au quotidien. Donc, pour construire l'avenir réel, il faut parler du réel, aux gens et avec les gens. Et parfois, compte tenu de la situation du pays, on n'est pas compris. Pour autant, est-ce qu'il faut hésiter à dire, ou se taire ? Je ne crois pas. J'ai beaucoup réfléchi à ce sujet, parce que, vous savez, j'ai un lourd passif. Je ne crois pas parce que sinon, on fait de la langue de bois, et sinon, ce qui bloque notre pays, les haines refoulées, elles restent là. Alors, je sais le défi qui est le mien et qui est le nôtre. Mais ce qui s'est passé, cette semaine, dit beaucoup de l'état du pays. Qu'est-ce qui s'est passé ? J'ai été, comme vous le savez, en Algérie, tenir un discours que j'ai déjà plusieurs fois tenu. Je l'ai dit à plusieurs reprises, et on m'a parfois reproché l'inverse en France. J'ai parlé de notre passé colonial. Mais j'ai surtout parlé, en Algérie, de l'avenir, de ce que je voulais qu'on construise ensemble, avec ce pays avec lequel nous partageons une Histoire. Nous avons des millions de Françaises et de Français, des millions d'Algériens et d'Algériennes, qui sont des deux côtés de la rive de la Méditerranée, qui ont une Histoire partagée. Et aujourd'hui tout est bloqué. Donc j'ai dit : "moi, je veux construire l'avenir". C'est ça, ce qui m'intéresse. Je ne veux pas revenir sur les haines recuites. Et j'ai, en même temps, nommé. Mais j'ai nommé tout ! On vous a dit, ou vous n'avez voulu entendre, pour certains, qu'une partie de la chose. J'ai dit, en effet, les responsabilités de la France quant à son passé, pas simplement en Algérie, quant à notre passé colonial. Et on doit le regarder en face, ce passé colonial. Et oui, c'est un passé dans lequel il y a des crimes contre l'humain, dans lequel, d'ailleurs, on pourrait aujourd'hui qualifier juridiquement. Je rappelle que la loi de 2010 – ça n'est pas moi qui l'ai mise en droit français – a élargi la définition du crime contre l'Humanité. Et donc il y a des crimes qui ont été faits contre l'humain, il y a des crimes graves, il y a de la barbarie qui a été faite, à plusieurs moments, dans notre Histoire, dans les territoires d'Outre-mer aussi, partout. C'est notre responsabilité, c'est notre passé. Si on ne le regarde pas en face, est-ce qu'on peut construire l'avenir ? Je ne crois pas.

Parce qu'après, vous avez des millions de Françaises, de Français, qui disent : "Ils ne veulent pas voir ce qu'ils nous ont fait". Et c'est grave. Il y a eu le Code noir, il y a eu des tas de choses. Et donc oui, la France, avant la République, comme la France de la République, a produit aussi du mal. Elle doit le regarder en face, c'est ça un travail de mémoire et d'Histoire responsable. Si on ne le fait pas, on coupe une partie de la société,

Seul le prononcé fait foi.

on coupe une partie de notre énergie, on coupe une partie de toutes celles et ceux qui veulent la France mais qui disent : "On ne m'a pas reconnu dans mon passé". Et en même temps, en France, il y a eu un travail formidable qui a été fait. Je l'ai dit, on me l'a reproché – les mêmes, parce que celles et ceux qui disent "La République a fait du mal", n'acceptent pas qu'on dise : "Elle a fait aussi du bien !" Et donc, qu'est-ce qui s'est passé, en Algérie comme ailleurs ? Il y a eu des Françaises et des Français qui ont été des gens formidables, qui ont enseigné, qui ont éduqué, qui ont soigné, qui ont aidé le pays à grandir, qui ont aidé le pays à se construire, qui l'ont fait. J'ai reconnu leur mémoire, leur part dans l'Histoire de la France, comme de celle de l'Algérie. Je suis le premier responsable politique dans une campagne, en Algérie, à avoir parlé – j'ai passé deux heures avec le Premier ministre – je lui ai parlé des rapatriés, je lui ai dit " ce n'est pas normal que votre pays, au compte-gouttes, accorde les visas, qu'il n'accepte pas que les rapatriés puissent venir dans ce qui est aussi un peu de leur pays ". Parce qu'il faut réconcilier.

Je sais ce qu'ont vécu les harkis. J'ai parlé, dans le rassemblement public qui était le mien, des harkis sur place. J'ai dit que là aussi, la République les avait trahis, qu'on ne les avait pas reconnus, qu'on les avait laissés prendre tous les risques en notre nom, sans ensuite les protéger. Et je sais ce qu'ont vécu... Applaudissez-les !

Et je sais ce qu'ont vécu toutes celles et ceux qui ont été appelés, soldats, qui ont vécu la violence et la barbarie d'en face et le crime aussi en face, et je l'ai dit aux responsables politiques algériens. Je l'ai dit, aussi, qu'ils avaient un chemin à faire, le leur, de reconnaissance. Mais vous voyez, cette Histoire, elle est complexe. C'est notre Histoire. J'y reviens parce que nous devons la regarder en face. Et je veux, en la regardant en face avec vous, vous dire une chose : ça n'est ni la repentance, ni le refoulé, c'est de regarder droit dans les yeux nos concitoyens, de leur dire : "Notre passé, c'est cela." Nous pouvons et nous devons en être fiers : c'est la France. Mais nous sommes tous fiers de notre pays. Mais être fier, ça ne veut pas dire vouloir oublier ce qu'on a fait de mal. Être fier, ça ne veut pas dire cacher. Être fier, c'est savoir qui l'on est, savoir d'où l'on vient, savoir notre force et en même temps, aussi, nos faiblesses, nos propres trahisures, savoir s'excuser de cela, pour se réconcilier.

Alors, mes amis, pour conclure, je vais vous dire : en disant cela en Algérie, je ne vais pas retirer mes propos, je ne vais pas m'excuser ou faire moi-même de la repentance. Je ne me suis pas repenti. J'ai permis à la France de demander à l'Algérie ce qu'elle ne voulait plus faire. J'ai reconnu chacune et chacun dans la complexité de ses mémoires. J'ai donné la possibilité d'avancer, et ça, veuillez le comprendre. Mais en même temps, parce qu'il y a toutes ces mémoires complexes, ce fracas des mémoires, je sais que j'ai blessé. J'ai reçu des lettres bouleversantes de femmes et d'hommes, harkis, rapatriés, françaises, français, qui ont vécu là-bas, et qui ont eu le sentiment qu'on les avait trahis, qui ont parfois eux-mêmes vécu des violences insoutenables, qui ont aimé l'Algérie, peut-être plus que certains Algériens. J'ai reçu des lettres qui m'ont fait mal sur le plan personnel, sur le plan de l'émotion, et je sais que je les ai touchés. Je sais que j'ai touché des amis. Je sais, cher Bruno, toi qui mets tant d'enthousiasme, que tu as pu te dire - parce que tu n'as vu qu'une partie de ce que j'ai dit - "Comment on peut dire ça ?". Et je sais que tout ce que j'ai dit est que le combat que je veux mener, cette exigence de vérité que nous devons mener ensemble, et qui est aussi, dans ce temps de l'élection, à conduire, je ne l'abandonnerai pas. Mais je sais que je vous ai blessés parce que ce sont des mémoires et ça n'est pas que de l'Histoire, ce sont des mémoires chaudes, ce sont des vies. Alors je suis désolé de vous avoir blessés, pour certains de vous avoir offensés, de vous avoir fait mal, parce que je ne voulais pas vous offenser, parce que, relisez bien ce que j'ai dit, je n'ai pas parlé de

Seul le prononcé fait foi.

vous, j'ai parlé des choix et de la responsabilité d'un État. Mais je sais vos vies, je sais vos peines, vos souffrances. Mais je dis juste : les uns et les autres, on doit regarder ce passé complexe si on veut avancer et se réconcilier.

Notre pays, il a ses divisions qui sont irrationnelles. La responsabilité de quelqu'un qui prétend aux plus hautes fonctions, c'est d'essayer de les faire aller au-delà, de se réconcilier, d'aller au-delà de ces divisions, de ces passions. Alors pardon pour les passionnés. Pardon de vous avoir fait mal, parce que ce n'est pas ce que je voulais. Mais en même temps, comprenez que j'assume pleinement le discours de vérité que j'ai porté mais dans sa complexité, parce que ce que je veux, c'est que nous allions de l'avant. Mais en même temps, je vous le dis, je le dis aux rapatriés, aux harkis, à nos soldats, aux anciens appelés et aux anciens soldats : la responsabilité de la France, c'est de les réconcilier, mais c'est de ne jamais céder à la haine. Je le dis parce que dans les passionnés qu'il y a, il y en a, en même temps, qui se laissent déborder, il y en a qui se laissent manipuler. Pourquoi ce sujet est si émotionnel ? Parce que cette haine, ce ressentiment que vous pouviez avoir, cette peur et cette frustration, elle a été récupérée ici, dans ces terres, on l'a vu dehors, par des marchands de la haine !

Et ceux-là, depuis tant de décennies, vous manipulent, vous laissent croire qu'il y a une partie de la France qui devrait se construire contre l'autre, que votre Histoire, vos peines, il ne faut pas les accepter, il ne faut en rien essayer de les dépasser, non, il faut désigner un ennemi - les autres Français ou l'étranger - et vivre contre ceux-là, mais vous n'allez jamais bouger, jamais avancer ! Ma responsabilité, c'est, pour qu'ensemble nous soyons vraiment français, de casser aussi ces blocages. Donc je le dis, aujourd'hui, chacune et chacun dans vos conditions, dans vos histoires, dans vos traumatismes, parce que je veux être président : je vous ai compris et je vous aime. Parce que la République, elle doit aimer chacun !

Voilà, mes amis, ce que je voulais vous dire ce soir. J'ai à chaque fois dit la vérité, essayé de nommer les douleurs des uns ou des autres, j'en ai blessé, je le sais, pour de mauvaises raisons. Je les regarde dans les yeux et je leur dis que je les aime. J'en ai blessé aussi, qui s'étaient battus, qui avaient été humiliés sur d'autres combats qui n'ont rien à voir, qui ont été les victimes de l'homophobie. J'ai reconnu, simplement, que d'autres, qui s'étaient battus contre votre propre cause, pouvaient être reconnus dans leur dignité, pouvaient être reconnus, même si je ne suis pas d'accord avec eux. Ce n'était pas pour vous blesser, pour reconnaître que vous, vous n'aviez pas été humiliés. Reconnaître la souffrance de l'un, ça n'est pas méconnaître la souffrance de l'autre.

Parce que, là aussi, je le dis, parce que je veux rassembler les uns et les autres et je serai toujours le protecteur du progrès, le protecteur des droits qui ont été acquis de haute lutte, le protecteur de toutes celles et ceux qui subissent l'humiliation, les violences du quotidien, parce qu'ils sont ce qu'ils sont, parce qu'ils vivent ce qu'ils ont à vivre et que les autres ne le veulent pas.

Alors, mes amis, le combat qui est le nôtre sera difficile. Vous l'avez compris, cette campagne électorale a pris, à partir de cette semaine, un nouveau tour. Nous aurons des violences, des tentatives de déstabilisation, des divisions, des incompréhensions : je m'en expliquerai à chaque fois, j'irai au contact toujours, je serai là, généreux, convainquant, optimiste. Parce que le défi qui est le nôtre, ce ne sont pas les batailles d'hier ou d'avant-hier. Le défi qui est le nôtre, ce ne sont pas nos divisions. Le défi qui est le nôtre, c'est de tout faire pour éviter que les marchands de la haine d'un côté, qui manipulent les uns, puissent accéder au pouvoir,

Seul le prononcé fait foi.

c'est de tout faire pour qu'un camp affaibli par les affaires, affaibli par une perte de dignité, qui fait siffler les journalistes comme la justice, qui ne sait plus où sont ses repères, fasse de mauvaises polémiques et cherche par tous les moyens à vous proposer un projet de rétrécissement, un projet conservateur, qui est d'ores et déjà en train de poursuivre, à nouveau, le Front National. Notre responsabilité est immense, mes amis, c'est celle du progrès, c'est celle du pays !

Dans ce combat, mes amis, je serai toujours là, droit debout, avec vous. Notre responsabilité, c'est celle des progressistes, c'est celle des valeurs du pays, c'est celle des généreux, des combattants, c'est la nôtre, c'est la vôtre ! Vive la République, vive la France ! Merci à vous !

(Marseillaise)

Aller plus loin

Le replay >

youtu.be/YRnbFYj6wRg

Article sur notre site >

en-marche.fr/article/reconcilier-liberte-egalite-emmanuel-macron-toulon

Résumé des propositions d'E. MACRON sur la sécurité >

bit.ly/fiche-securite

Suivez Emmanuel Macron

